



La possibilité de la critique en temps de pandémie

Alain Patrick Olivier

► To cite this version:

Alain Patrick Olivier. La possibilité de la critique en temps de pandémie. Utopias e distopias na educação em tempos de pandemia, Faculdade de educação da Universidade Estadual de Campinas, Dec 2020, Campinas, Brésil. hal-03085675

HAL Id: hal-03085675

<https://hal.science/hal-03085675>

Submitted on 14 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La possibilité de la critique à l'époque de la pandémie

Alain Patrick Olivier

Universidade Estadual de Campinas, 14/12/2020

Je remercie Silvio Gallo pour son invitation à présenter une conférence sur le thème de la critique à l'époque de la pandémie. Lorsque Silvio m'a fait cette demande, nous ne savions pas si nous serions sortis de cette pandémie, au moment de prononcer cette conférence, si la pandémie serait une chose du passé, que l'on aurait oubliée, ou si nous serions encore dans cet événement. Cela modifie naturellement la façon de le penser, car, lorsque les choses sont passées, il est plus facile de les comprendre, mais il est plus difficile de les critiquer, ou, plus exactement, la critique n'engage plus de la même façon celui qui l'entreprend. Or, c'est l'une des questions qui se pose lorsque, en tant qu'universitaire, en tant qu'enseignant, en tant que défenseur de la théorie critique, on se demande : qu'en est-il du pouvoir de la critique en cette période de pandémie ? Ce n'est pas seulement une question théorique, qui concerne la façon dont on pourrait comprendre le phénomène de la pandémie, ou dont on pourrait l'évaluer, mais c'est également une question pratique, qui engage politiquement celui qui parle, celui qui théorise, qui l'engage non seulement intellectuellement, mais également physiquement, en tant qu'être vivant. Je précise que je vais parler ici, dse ce fait, en tant que chercheur, en tant qu'enseignant, en tant que citoyen, en tant qu'être humain, je vais tenter d'adopter ces points de vue nobles ; mais je vais parler également en tant qu'un tel organisme vivant, du point de vue de la vie, d'un point de vue plus humble. Dans sa réponse à la question : qu'est-ce que les Lumières ? Kant faisait une distinction entre l'usage privé et l'usage public de la raison¹.

¹ http://ds.ub.uni-bielefeld.de/viewer/image/2239816_004/513/

Dans les deux cas il s'agissait d'avoir le courage de se servir de son entement, de ne pas penser sous une tutelle. Je vais essayer de faire un usage public libre de ma raison – en l'occurrence ma raison animale – et non pas un usage privé seulement en tant que professeur de l'université ou en tant que fonctionnaire de l'Etat français.

Pendant le déconfinement, avec Silvio, nous avons entrepris d'écrire un article ensemble pour un manuel de sciences de l'éducation², en reprenant le contenu de nos échanges, et des séminaires communs menés à Nantes, et auparavant à Campinas dans le cadre de la chaire franco-brésilienne. Le texte portait sur la question philosophique de l'émancipation. Nous discutons des théories de Michel Foucault et de Gilles Deleuze, entre autres, mais également des politiques d'éducation menées au Brésil depuis l'époque de la dictature. Cela nous conduisait à faire un parallèle entre la situation de la France et la situation du Brésil. Ce qui me frappait, dans l'exposé de Silvio sur l'histoire des politiques d'éducation, c'était sa description de l'évolution du Brésil. Cette évolution me paraissait très proche de celle de la France. Une République s'installe tardivement, à la fin du XIXe siècle, entretenant des liens prononcés avec l'ancien régime, avec la monarchie, avec le colonialisme. Puis, c'est la mise en place d'une dictature dans les années 1960, qui se nomme « démocratie », mais qui repose sur une logique de coup d'Etat. Enfin, c'est une période d'espérance, en particulier d'espérance éducative, à partir des années 1980, avec les victoires de la social-démocratie, une période qui se referme maintenant. Les histoires me semblaient très parallèles. Mais, si la France vit sous un régime de dictature – comme l'affirmait François Mitterrand – et si la pandémie en révèle le vrai visage, ou du moins le revers, si elle fait voir la « face sombre de la force », comment penser la place de la critique dans ces conditions ? Et comment penser la

² S. Gallo, A. P. Olivier, "La question de l'émancipation en philosophie de l'éducation : une perspective franco-brésilienne", dans : P. Guibert (dir.) *Initiation aux sciences de l'éducation*, Paris, De Boeck, 2021 (à paraître).

place de la critique dans ces lieux publics sous tutelle de l'Etat que sont les écoles et les universités ? Comment penser la possibilité de la critique chez des enseignants, à l'école, à l'université, qui sont des fonctionnaires qui doivent être obéissants à ce titre ? En effet, penser la possibilité de critique en tant de pandémie, cela ne saurait exclure de critiquer les dérives de l'Etat, ou de l'école et de l'université elles-mêmes, ce qui est inconfortable si l'on est enseignant. On a le devoir de faire usage de sa faculté critique et l'on a en même temps un devoir de réserve, surtout si l'on est n'est pas universitaire³.

Je ne veux pas dire que l'épidémie résulte d'un complot des gouvernements, des multinationales de l'informatique, pour asseoir un pouvoir totalitaire sur la planète. Mais il est indubitable qu'elle pose d'abord, comme à peu près toutes les pandémies, une question politique, une question de gouvernance. La pandémie, c'est d'abord un ensemble de décisions qui touchent la façon dont on envisage la présence de la maladie, de la mort, et inversement de la vie, dans notre société, dans notre système économique, et finalement dans nos institutions d'enseignement. En tous les cas, c'est sous cet aspect que je vous propose d'aborder aujourd'hui cette question, sous l'aspect du rapport entre la pandémie, l'éducation et la politique.

J'étais tenté ici de développer un point de vue qui parte de ma propre expérience, qui tente de ne pas en dépasser les limites, de décrire mes expériences d'enseignant pendant la période de la pandémie, plutôt que de chercher à élaborer un discours d'ensemble, conformément à l'esprit de la critique, qui est de savoir se restreindre. Cette option permettrait de cerner les limites cognitives ou politiques de cet espace qui est celui de mon observation ou de mon raisonnement. A partir de là, à partir de cet espace, j'aurais la possibilité d'échanger avec vous, nous aurions l'opportunité de partager l'expérience de notre isolement, ou pas. C'est ce

³ <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/11/BONTEMPS/62425>

qu'on fait beaucoup d'écrivains qui rédigeaient un journal du confinement. Le journal est devenu la forme littéraire des temps de pandémie. L'option de parler depuis son expérience présente néanmoins deux écueils. Le premier est de ne parler que depuis la sphère de la subjectivité. Mon discours ne saurait aller au-delà d'une description phénoménologique. Il manquerait le point de vue du tout, le point de vue objectif. Mais, si je parle en tant que philosophe, je me condamne à parler dans l'élément de la généralité, éloigné de la réalité, et spécialement de la réalité de mon corps. Le philosophe parle de tout sauf de la réalité immédiate dans laquelle il se trouve. Je vais essayer malgré tout de donner quelques éléments historiques et philosophiques, pour construire une hypothèse, qui vont concerner surtout le monde de l'université tel que j'en ai fait l'expérience.

Le monde d'avant

La période d'avant le coronavirus et d'avant le confinement était une période de grands affrontements sociaux, la période d'une des grèves les plus longues qu'ait connue la France. Chaque samedi avait lieu les rassemblements des gilets jaunes, outre les grandes manifestations organisées à l'appel des syndicats. Le monde enseignant était très présent dans les revendications politiques et sociales. Le ministre de l'éducation nationale avait donné à sa politique l'intitulé d'une école de la confiance, mais les manifestations de mépris du gouvernement et la défiance des enseignants ne cessaient d'augmenter, malgré toutes les dénégations du gouvernement⁴.

Les heurts avec la police se faisaient de plus en plus précis dans l'enceinte universitaire elle-même. Dans les années précédentes, déjà, certains examens n'avaient pas eu lieu du fait des

⁴ https://www.monde-diplomatique.fr/2019/06/DE_COCK/59954

mouvements sociaux. Les étudiants ne voulaient pas composer en présence de la police⁵. Un professeur de sociologie fut écarté, envoyé en commission de discipline, du fait de sa présence dans un « charivari » des étudiants en lutte contre la loi ORE (orientation et réussite des étudiants) sans qu'il eût participé aux violences, et le procès est toujours en cours⁶. Entre décembre 2019 et février 2020, la France connut un mouvement social de très grande ampleur contre la réforme des retraites. Les élèves et les enseignants manifestaient contre la réforme du baccalauréat et refusaient à ce titre de participer aux épreuves. Par suite, c'est toute la communauté scientifique ou presque qui affirmait son refus de la réforme présentée par la ministre de l'enseignement et de la recherche, la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) au mois de mars 2020, une loi accusée par les personnels de l'université et les enseignants de détruire l'enseignement supérieur⁷.

Le mensonge, le déni, la mort

Pour toutes ces raisons, l'épidémie et l'état d'exception qu'elle rendait possible, ont pu agir comme une « divine surprise » pour un gouvernement qui était contesté de toute part. Cela mettait fin, assurément, aux rassemblements politiques, aux discussions dans les salles de professeurs, au blocage des lycées et des universités par les étudiants, les lycéens.

La première phase, on le sait, fut celle du mensonge et du déni. Le nombre de morts commençait de devenir plus important en Europe. L'une des premières victimes en France fut un enseignant, au bord de la retraite. La séance exceptionnelle de l'Assemblée nationale qui devait être consacrée à la situation du coronavirus fut consacrée à faire passer en force la loi de réforme sur les retraites visant à faire travailler plus longtemps les salariés. Lorsque l'OMS

⁵ <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/universite-de-nantes-debuts-d-exams-sous-tension-5758953>

⁶ https://www.liberation.fr/france/2018/07/02/nantes-un-prof-de-fac-ecarte-apres-une-action-etudiante_1663615

⁷ <https://www.politis.fr/articles/2020/02/une-loi-pour-detruire-lenseignement-superieur-41404/>

parlait d'une épidémie mondiale, le gouvernement expliquait qu'il fallait continuer de pratiquer ses activités culturelles, d'aller au théâtre. (Le chef de l'Etat donnait l'exemple en se rendant sur un théâtre de boulevard). Il convenait de se rendre dans les bureaux de vote pour les élections. Il n'était pas question de fermer les écoles, ni d'arrêter la « vie » (entendons l'activité économique). Les masques furent présentés comme inutiles alors que le gouvernement en achetait mais en quantité insuffisante⁸. Ce sont des médecins qui accusèrent alors le gouvernement de « mensonge d'Etat » sans que le gouvernement ou le président de la république ne fussent responsables pour autant, sans qu'ils eussent à démissionner une fois établie, par l'existence d'une presse encore libre, la factualité du mensonge. La période de la pandémie fut ainsi une période d'épreuve pour l'esprit critique des enseignants, des universitaires, en particulier des médecins, pour faire l'expérience de leur possibilité ou non de résistance, d'opposition, de contradiction, d'établissement de la vérité des faits, ou de pratiquer même de son métier de praticien pour certains professeurs de médecine comme Didier Raoult.

Pendant cette première phase de l'épidémie, les écoles et les universités demeuraient donc ouvertes. A l'université de Nantes, en rentrant des congés d'hiver, nous eûmes le premier cas d'un jeune enseignant atteint de Covid, au sein de notre département de sciences de l'éducation. Nous continuâmes néanmoins nos cours et nos réunions dans le même département, avant que le gouvernement ne décidât de fermer les crèches, les écoles, les universités. Deux semaines plus tard, le 28 mars, nous apprenions, avec autant d'effroi que de tristesse, que l'un de nos collègues du département décédait du coronavirus⁹. Comment était-il mort ? Il semble qu'il ait attendu pour faire appel aux secours, qu'il était trop tard, qu'il était isolé car retiré dans sa maison de campagne. A mon sentiment se mêlait une part de colère et

⁸ <https://www.mediapart.fr/journal/france/020420/masques-les-preuves-d-un-mensonge-d-etat?onglet=full>

⁹ <https://www.univ-nantes.fr/espace-presse/deces-d-yves-dutercq-2621312.kjsp>

de regret, car il me semblait que cette mort aurait pu être évitée. Je me sentais un peu honteux en tant que citoyen. Mais le ministre assurait la veille qu'il ne laisserait personne dire qu'il y a eu du retard sur le confinement. Notre collègue travaillait sur les politiques d'éducation et sur le fait que ces politiques dussent rendre des comptes. Or, il nous semblait que ces politiques n'étaient pas étrangères à son décès. La présidence de l'université lui rendit hommage, l'ancienne ministre de l'éducation également, mais la mort se trouvait aussi renvoyée du côté de la vie privée, de la vie familiale, dissociée du travail et de la politique. Nous rédigeons une tribune dans la presse nationale, dans laquelle nous dénonçâmes la situation générale¹⁰. Mais la critique de la situation politique et sociale, en particulier la situation sanitaire, les revendications des soignants, les politiques publiques, restaient dissociées du cas singulier, de l'expérience vécue ici et maintenant. Il m'est impossible, depuis ce jour, de dissocier la question de la pandémie, la question des politiques d'éducation et la mort de mon collègue, lequel n'aura jamais profité de sa retraite.

L'état d'exception permanent

En Italie, le premier confinement était déjà décrété dans tout le pays depuis un mois. Nous avons commencé de discuter à ce moment-là des prises de positions de Giorgio Agamben, qui faisaient scandale. Le philosophe italien avait déclaré que la pandémie était une invention uniquement destinée à favoriser les dérives autoritaires des gouvernements, l'état d'exception comme état permanent¹¹. Certes, il avait dû rebrousser chemin assez rapidement, parce qu'il s'était appuyé sur des chiffres fournis par un organisme scientifique concernant les statistiques, qui n'étaient plus comparables à celles d'une simple grippe. Agamben – avec le mépris caractéristique de certains philosophes à l'égard de la science – pouvait passer par-

¹⁰ https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/15/crise-due-au-coronavirus-agir-collectivement-pour-changer-de-modele-politique_6036673_3232.html

¹¹ <https://www.quodlibet.it/giorgio-agamben-l-invenzione-di-un-epidemia>

dessus ces données, sur lesquelles il s'appuyait néanmoins pour démontrer sa thèse d'un renforcement de l'état d'exception.

Cette thèse politique d'Agamben sur la normalisation de l'état d'exception semblait confirmée par la situation telle que nous la vivions, par l'expérience que nous pouvions faire de la réduction de nos libertés de mouvement, de l'impossibilité de participer à des réunions politiques, de continuer à nous rendre à l'université, etc. Mais la critique d'Agamben visait, par suite, l'idée que nous vivions dans une société qui n'avait plus d'autre religion que la médecine, où la « vie nue » est la valeur suprême, c'est-à-dire la conservation de sa vie en tant que vie biologique¹². Il critiquait l'idée que l'on pût sacrifier sa liberté pour sa santé. Mais il faisait ainsi le jeu même du libéralisme, celui qui consistait à donner à chacun la liberté d'être au contact de virus, de contaminer et de mourir, de laisser mourir le plus grand nombre, les plus vulnérables, sans devoir prendre les mesures de protection nécessaires. Selon Agamben, il est plus important d'enterrer ses morts que de conserver sa vie. Il faut aller au-devant des malades, de la maladie. Le pape lui-même devrait aller baiser les lépreux. Mais c'est un choix qui relève plutôt de la pulsion de mort que de l'affirmation de la vie.

On retrouvait néanmoins les mêmes préjugés spiritualistes et mortifères chez d'autres intellectuels et philosophes français. Nous ne sommes pas des vies nues, de simple corps, des organismes, ou de la pure matière. Nous ne sommes pas simplement des animaux, nous sommes plus que cela : nous sommes des êtres humains. Et la vie est plus que la simple vie, entendons la simple préservation de la vie. Nous devons donc sacrifier notre vie. Certains, dans la presse financière, indiquaient clairement leur préférence pour que les enfants pussent bénéficier de l'éducation (entendons : que les enseignants en activité alassent travailler), au risque même de propager l'épidémie, et qu'eux-mêmes prennent le risque de mourir (en tant

¹² <https://www.quodlibet.it/giorgio-agamben-chiarimenti>

que philosophes âgés nantis, éloignés depuis longtemps des écoles, ils n'allaient de toutes façons pas courir de risques en allant travailler, et ils seraient correctement soignés le cas échéant)¹³.

Il n'en reste pas moins que la partie politique des thèses d'Agamben portant sur l'état d'exception résiste à l'épreuve des faits et s'adapte pour décrire également la réalité française. Le gouvernement français a pensé d'abord la situation de la pandémie, comme une situation de « guerre », un nouvel état d'urgence. En France, en Europe nous vivons dans un état d'exception depuis plusieurs années. En même temps, le recours à l'état d'urgence, comme le recours à la politique de la force, est inscrit dans la constitution française. C'est une dimension de la politique qui se montre au jour, que nous ne connaissions pas, que nous n'avions pas éprouvée, mais qui a toujours été là. Rappelons que le régime qui est la nôtre, en France, est celui d'un pouvoir personnel mis en place, il y a plus de soixante ans, par un militaire à la retraite, pour sortir d'un état de guerre. Dans toutes les dictatures, il y a des apparences riantes, et même des moments de détente, de quasi bonheur, où l'on peut avoir l'illusion d'être comme libres, de vivre dans de véritables démocraties. Mais il y a également des moments où les dictatures se donnent pour ce qu'elles sont.

Le premier confinement

Si la population a largement applaudi au balcon, pendant le premier confinement, chaque soir, les personnels soignants qui se sont engagés physiquement et moralement dans le soin des malades, en revanche, leurs revendications critiques n'ont pas été entendues. Les demandes de moyens supplémentaires pour les hôpitaux n'ont pas été engagées. On a même

¹³ https://www.challenges.fr/france/ecole-le-coronavirus-ne-doit-pas-ralentir-le-rythme-des-reformes_725081

continué de supprimer des lits à Nantes¹⁴. Mais des médailles furent distribuées aux personnels valeureux¹⁵.

Lors de la première guerre mondiale, le gouvernement a décoré également les combattants, quelquefois de façon posthume, pour leur engagement forcé dans les combats, tandis qu'il fusillait ceux qui se montraient récalcitrants, les pacifistes. Il a fallu attendre des décennies pour que l'Etat français réhabilite les mutins. C'est d'ailleurs à cette époque de la première guerre mondiale qu'a sévi également l'épidémie meurtrière de la grippe espagnole. On peut voir des photographies de personnes portant des masques, qui nous rappellent notre quotidien d'aujourd'hui. Les historiens expliquent que l'on ne peut comparer les deux épidémies, les deux périodes¹⁶. Lors de cette guerre, le gouvernement avait choisi de ne pas prononcer le confinement pour ne pas entraver les mouvements des troupes, le retour des soldats vers l'arrière ou vers le front, car cette mobilité était la priorité, quand bien même il est assez difficile de comprendre aujourd'hui pour quelle raison tant de soldats dans le monde sont allés au casse-pipe. Sauver des vies, celles des soldats, celles des malades n'était pas une priorité.

La situation du confinement ouvrait une période singulière sur le plan épistémologique. Ce fut une situation d'isolement, où l'enseignant, où le chercheur était isolé des élèves, des étudiants, des militants, isolés de ses pairs, de ses collègues, éloigné des bibliothèques et de l'espace public de discussion. Il était enfermé dans sa chambre, dans son intérieur, dans son intimité, au milieu des livres qui lui restent, en ayant accès aux seules données fournies par l'internet et le téléphone, ou ce qu'il pouvait voir de sa fenêtre. Cette situation n'est pas neutre, puisqu'elle est celle du sujet transcendantal, qui peut oublier la réalité matérielle du

¹⁴ <https://www.mediapart.fr/journal/france/181020/au-chu-de-nantes-plus-de-100-lits-ont-ete-fermes-en-pleine-crise-sanitaire?onglet=full>

¹⁵ <https://www.lanouvellerepublique.fr/nior/la-medaille-aux-soignants-ca-nous-offense>

¹⁶ <https://www.france24.com/fr/20200320-grippe-espagnole-et-coronavirus-on-a-change-d-echelles-et-de-monde>

corps et de la société dans laquelle il vit, prisonnier de son intériorité. Cette condition nous empêche de développer un discours critique en ce sens qu'elle nous isole de la souffrance sociale, de l'échange des expériences ; elle nous éloigne de l'expérience d'autrui¹⁷. Mais cette situation privilégiée fait aussi que je peux communiquer avec vous aujourd'hui, faire cette conférence, car si j'étais à l'hôpital, si je devais travailler comme soignant, si j'étais épuisé, si j'étais malade, je ne pourrais pas développer une réflexion, et sans doute pas un discours critique.

Lors du premier confinement, je continuais de faire en ligne mon cours de philosophie politique autour de la philosophie politique d'Alain Badiou, que nous avions étudiée également avec les étudiants brésiliens, il y a trois ans. L'étude des textes sur la grève, sur le racisme, sur la rébellion, ont fait place au texte sur la pandémie¹⁸. Les concepts de « fascisme démocratique », de « pétainisme transcendantal », résonnaient avec la situation, ne me semblaient nullement exagérés, mais descriptifs. Badiou aurait pu aussi bien parler de pétainisme réel. J'ai parlé de la première guerre mondiale. Notre situation du moment faisait penser aussi bien à la situation de l'occupation allemande, pendant la seconde guerre mondiale, telle qu'on se l'imagine. Le même exode rural de la population parisienne, bientôt les mêmes couvre-feu, les théâtres et les lieux publics fermés ; les rassemblements interdits ou contrôlés ; l'acharnement contre des minorités religieuses ou ethniques ; la même confiance en un homme providentiel, au sommet de l'Etat, chef des armées, auquel on se fie dans l'adversité ; la même peur ; la même absence de courage.

Plus tard, nous avons décidé avec collègues, des chercheuses et chercheurs français et italiens, de transformer les journées d'études autour que nous avions prévues en présentiel, et de les

¹⁷ Lors du second confinement, il est possible, en revanche, de participer à des manifestations.

¹⁸ <https://tracts.gallimard.fr/fr/products/tracts-de-crise-n-20-sur-la-situation-epidémique>

faire sous forme de séminaires en ligne. Les collègues italiens nous faisaient part, en ce mois d'avril, de l'ambiance morbide en Italie du Nord, de l'annonce quotidienne du nombre des morts. Les séminaires en ligne nous ont permis d'échanger, de poursuivre notre travail, sans prendre de risque, d'aller mieux. Nous avons cherché également à rassembler des textes philosophiques critiques autour de la situation du Covid pour nous permettre de penser cette situation. Au mois d'avril, nous découvrons un texte de notre collègue Slavoj Žižek, dans le magazine américain *Vogue*, intitulé « To touch or not to touch : On distance and Love »¹⁹. Žižek posait une question, qui relevait aussi du domaine de l'esthétique, pour penser la pandémie : celle de notre relation au toucher et à la distance. Sa thèse était que lorsque nous ne pouvons pas toucher une personne en particulier, dans la distance sociale, alors nous pouvons multiplier l'intensité de notre lien avec tous les autres. Il avait le mérite d'évoquer la problématique du toucher et de la distance.

L'une des premières mesures face à la pandémie fut en effet la « distance sociale ». Cela concernait les relations sociales effectives, les rassemblements politiques des corps, des personnes en chair et en os, dans les ronds-points, sur les places publiques, dans les amphithéâtres, comme lieu de savoir mais également comme lieu de rassemblements, d'assemblées générales. Cela concernait encore les relations à distance, les relations amicales, familiales, amoureuses, les relations pédagogiques. Or, l'éducation est plutôt l'apprentissage de la distance sociale. L'enfant apprend à se séparer du corps de sa mère. Il apprend à ne pas se jeter dans les bras de sa maîtresse ou de son maître, ne pas l'embrasser, ne pas être touché par lui (à moins que l'on ne soit dans un établissement d'enseignement qui ferme les yeux sur les attouchements sexuels délictueux, ou qu'on glorifie l'amour des enfants comme le lieu de l'érotique pédagogique). Nous ne saurions ouvrir les universités et les écoles pour pouvoir se

¹⁹ <https://www.vogue.com/article/noli-me-tangere-coronavirus-crisis>

serrer les mains ou pour se toucher. Il n'est besoin d'aucune forme de toucher pour communiquer un savoir, pour assurer un enseignement. Il nous est possible de voir, d'écouter, et même temps en réel, et d'établir le dialogue, d'organiser des débats par l'intermédiaire des plateformes de visioconférences mais également par le moyen des textes imprimés. Alors qu'est-ce qui nous manque lorsque la présence nous fait défaut devant un écran d'ordinateur ? Quel est cet être-là, ce *Dasein*, qui échappe à toute forme de visibilité et d'acoustique et qui ne saurait être de l'ordre du toucher ? Que recouvre ce présentiel auquel aspire tant d'enseignants ? Il se pourrait que la pédagogie du *Dasein* ne repose sur rien de réel, qu'elle ne soit qu'un mythe. C'est en tous les cas la question qui est réactivée dans les nouveaux débats autour de l'enseignement en présentiel ou en distanciel.

Le déconfinement

Lorsque s'est annoncé le déconfinement, le gouvernement a décidé la réouverture d'abord des écoles, puis des universités. Certaines universités, comme l'université de Cambridge, avaient annoncé néanmoins assez tôt que la rentrée se ferait à l'automne suivant en mode « distanciel » pour tous les cours magistraux. Il semblait donc qu'il y avait, pour les universités, pour les enseignants, une part de choix à opérer, une part d'autonomie dans la décision suivant le principe de la liberté pédagogique. Les discussions se sont développées autour de l'enseignement à distance. On arguait que c'était un enseignement plus difficile à tenir ; les risques de décrochages et d'inégalités sont nombreux. Mais ces risques sont également nombreux et constamment mis en évidence dans l'enseignement en présentiel. Les collègues et les chercheurs en sciences de l'éducation étaient plus sensibles à la question de l'égalité. On le voit dans les travaux des sociologues sur l'éducation au temps du coronavirus²⁰. Ouvrir les écoles et les universités permettrait de réduire les inégalités, alors

²⁰ <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2020-2-page-177.htm>

que la situation du confinement bénéficierait aux classes les plus favorisées. Les classes les plus démunies voient la situation de l'éducation s'aggraver, le nombre des décrochages augmenter surtout dans l'enseignement primaire et secondaire. Mais il fallait prendre en considération que les enseignants mettent au nom de ce principe leur vie en danger. Nous ne pouvions oublier notre identité d'organisme vivant au profit de notre seule identité d'enseignant à partir du moment où nous étions dans les murs de l'université.

Il est faux et outrancier de parler d'une « dictature du numérique » comme le faisait de manière provocante Giorgio Agamben, sous prétexte que cela reviendrait à sacrifier au principe du totalitarisme, de la réduction ou du contrôle de nos libertés. Je ne pouvais le suivre sur ce point pas plus que mes collègues qui le suivaient²¹. Il n'est pas vrai que les enseignants qui pratiquent l'enseignement à distance sont comparables à la majorité des professeurs qui ont juré fidélité jadis à Hitler²². D'ailleurs, le journal en ligne est la forme qu'a choisi Agamben pour parler du coronavirus. L'espace numérique lui a offert précisément cette tribune de la critique, de la liberté de pensée pendant la période. En outre, on remarque qu'il a utilisé cet espace de liberté pour commenter de façon non-critique, le philosophe le moins critique qui soit, ce philosophe national-socialiste, ce professeur d'université, ce recteur, qui imposait à toute une université de suivre Hitler, de voter pour Adolf Hitler, en 1933²³. Or, ce théoricien de la peur²⁴ était le même qui développait la philosophie de l'existence, de la présence, du *Dasein*, comme adhésion à la communauté de destin, qui

²¹ <https://www.librairie-gallimard.com/livre/9782072928352-l-universite-en-premiere-ligne-a-l-heure-de-la-dictature-numerique-philippe-forest/>

²² <https://www.iisf.it/index.php/attivita/pubblicazioni-e-archivi/diario-della-crisi/giorgio-agamben-requiem-per-gli-studenti.html>

²³ <https://jeune-nation.com/kultur/culture/11-novembre-1933-appel-de-martin-heidegger-a-sortir-de-la-societe-des-nations>

²⁴ <https://www.quodlibet.it/giorgio-agamben-che-cos-u2019-a-paura>

développait une théorie de l'être-pour-la-mort glorifiant le sacrifice, une métaphysique dans laquelle le moment de la médiation, le moment de la conscience critique devait disparaître.

Certes, le fait d'enseigner en ligne, de n'échanger que par la médiation de sa messagerie ou de son téléphone portable, nous met sous le contrôle de nos employeurs, sous le contrôle de l'Etat, sous le contrôle des entreprises qui ont pris le marché de l'enseignement à distance, le quasi-monopole des visio-conférences. Ce contrôle existait toutefois avant la pandémie, puisque déjà nous utilisions massivement la messagerie de notre université. En outre, le fait que nos cours soient enregistrés ne constitue pas une véritable rupture, puisque dès l'antiquité, les cours prononcés oralement se diffusaient déjà parmi les étudiants et les savants et s'offraient au contrôle de la communauté scientifique. Les technologies de l'écriture, du livre et de l'imprimerie permettaient déjà une forme de contrôle considérable de la parole des universitaires et des gens de lettre en même temps qu'elle donnait les conditions de leur diffusion.

La question de la dictature ne concerne pas la technologie, laquelle est neutre, mais elle est une question purement politique. Et, du point de vue des gouvernements, du point de vue de la force, on s'aperçoit que ce n'est pas forcément l'enseignement en ligne que l'on souhaitait promouvoir ou imposer. Au contraire, on mit assez rapidement un terme à l'expérience de l'enseignement à distance, aussi bien dans les écoles que dans les universités ; on a commencé de limiter le télétravail dès le moment du déconfinement. Cela a commencé d'abord par les écoles, les collèges et les lycées, dès le mois de mai. Il fallait au plus vite reprendre le travail, et que l'économie reprenne. Le fait que les enfants aillent à l'école, que les enseignants n'enseignent pas à distance, cela permettait aux parents d'aller au travail ou de travailler eux-mêmes à distance. Pour l'employeur, le travail en présentiel permettait le contrôle sur le salarié, comme le contremaître doit pouvoir contrôler le travail et l'action des ouvriers dans les ateliers.

De ce fait, certains enseignants étaient pris dans une contradiction, ou une double injonction, laquelle était déjà celle des soignants. D'une part, obéir à la politique du gouvernement, se rendre à l'école au risque de contracter la maladie, voire même de périr, en se disant que l'on devait le faire pour le bien des enfants, pour les familles. D'autre part, ne pas se rendre à l'école, pour ne pas accepter les conditions du gouvernement, les conditions sanitaires, et ne pas mettre en danger sa vie et celle des autres, ne pas se sacrifier pour que fonctionne l'économie nationale, au risque de priver provisoirement les enfants et les adultes du service public d'éducation. La différence avec les soignants est qu'il est possible, pour les enseignants, de produire une forme de travail en ligne (même dégradé), et d'ailleurs c'est ce qu'ils avaient dû commencer de faire dans la période du confinement, alors qu'il est difficile de soigner un malade sans le toucher, ou sans s'approcher de lui.

Lorsque j'ai repris le chemin de l'université réelle, je me suis demandé pourquoi nous ne pratiquions pas l'enseignement à distance, comme le faisaient mes collègues dans d'autres pays, pourquoi nous ne choissions pas cette option. Car la plupart des enseignants d'université n'ont pas souhaité le passage à l'enseignement à distance. L'enseignement en présentiel rencontrait l'adhésion à la fois de la majorité des enseignants, des syndicats, des présidents d'universités. Il fallait, en effet, harmoniser les pratiques, éviter les formes de dérives anarchiques, où chaque enseignant opterait pour le système qui lui convient (tout distanciel, tout présentiel, mode hybride, etc.) Le fait que les directives puissent venir d'en haut, des présidences, du ministère pouvait faciliter la gestion de l'université en temps de crise, c'est-à-dire des collègues en charge de cette gestion. Mais cela contrariait également le principe de la liberté pédagogique.

Le fait de continuer d'aller dans des universités, de créer potentiellement des clusters, a pu alerter certains. La question allait se poser de la responsabilité des universités à l'égard des

collègues qui risquaient de mourir²⁵, quoique, dans mon expérience, la mort du collègue n'a pas remis en question la responsabilité de l'université.

L'adhésion à la pédagogie de la présence s'est donc imposée, sans que peu de collègues puissent ou veuillent s'opposer à ce qui était présenté comme une « préconisation ». Qu'est-ce qu'une préconisation ? C'est ce qu'on nous recommande de faire. Mais on ne sait pas exactement ce qui se passe si l'on ne suit pas ce qui est préconisé, si c'est une possibilité. Il fallait bientôt une autorisation médicale pour faire son enseignement à distance, comme si le fait de travailler à distance n'était pas une forme de travail. Pour les médecins de bon sens, prendre des transports en commun pour se rendre au travail, se rendre dans les écoles, dans les amphithéâtres, cela constitue un risque de propagation du virus. Cela revient à prendre des risques en nous rendant sur notre lieu de travail, risque d'être contaminé par un virus potentiellement mortel, risque de contaminer les autres par ce virus, sans que cette prise de risque, à la différence du virus du VIH, chez les adeptes de la sexualité bareback par exemple, soit volontaire. Car on n'imagine pas que notre employeur, ou notre gouvernement, nous demande subitement de n'avoir que des rapports non protégés, sans préservatif, avec des personnes connues et inconnues, potentiellement porteuses du virus, n'ayant pas fait de tests, même si des églises ont pu préconiser cela à leurs fidèles à une certaine époque.

Le fait qu'il y eut des cas de coronavirus, chez les enseignants, chez les étudiants n'y faisait rien. Même lorsque l'école de commerce, en face des bâtiments universitaires, affichait des taux de contamination de 25 % , cela ne modifiait pas les choses. Il n'était pas prouvé que nous soyons dans un cluster. On niait que les universités pussent constituer des lieux de contamination dangereux²⁶. Les présidents des universités soutenaient que le port du masque

²⁵ https://www.lepoint.fr/invites-du-point/universite-et-covid-19-une-rentree-sous-le-signes-de-la-defausse-11-09-2020-2391365_420.php

²⁶ <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/universite-grandes-ecoles-le-covid-seme-la-confusion-20200929>

était suffisant. Il suffisait de dédoubler certaines salles, puis finalement on n'avait plus besoin de dédoubler jusqu'à 60 personnes. Le ministère de l'éducation nationale indiquait qu'il y avait de très faibles taux de contamination dans les écoles, inférieurs même à la moyenne, même si ces chiffres paraissaient surprenants, invraisemblables, pour les enseignants.

On considérait également avec suspicion la phase dans laquelle les enseignants du premier ou du second degré enseignaient à distance, ou plus exactement, ce travail n'était pas présenté comme étant pleinement du travail. Le gouvernement a eu l'affront de proposer que les enseignants puissent aller aider les agriculteurs à ramasser les fraises, au printemps, comme s'ils étaient inoccupés, pendant la période de confinement. De la même façon, à l'université, on parle d'un « retour au travail » pour parler d'un retour dans les lieux de travail habituels, comme si le travail à distance n'était pas du travail, ou n'était pas le travail réel. Se manifeste ici une préoccupation générale du patronat à l'égard de ses salariés et un dessin, publié dans le *New Yorker*, au mois de septembre, résumait bien cette situation²⁷. Les fourmis qui sont loin de la fourmilière sont représentées dans un hamac, dans une situation de vacances. Elles risquent de prendre goût à cette situation du travail à distance, où elles seraient hors de contrôle. Elles risquent de ne pas travailler, et non seulement d'être libres, mais même, ce qui est encore pire, de prendre du plaisir.

C'est encore là un trait commun aux époques de la répression et de l'ordre moral. La valeur travail ou plutôt ce qui en est la négation – à savoir la contrainte, la corvée, le sacrifice, – cette valeur doit être tellement mise en avant, que toute tentation de plaisir, mais aussi de critique doit être écartée (le plaisir étant cette négation de la négation de la valeur travail). Les

²⁷ <https://condenaststore.com/featured/come-back-to-the-hill-kendra-allenby.html>

spectacles sont donc annulés, les librairies elles-mêmes fermées, qui vendent de la joie et de la pensée, voire de la pensée critique et subversives. Les artistes se sentent profondément atteints, qui sont quelquefois les seules personnes conservant un pouvoir de contestation dans les dictatures, quand bien même ils doivent s’astreindre aux contraintes d’adaptation et de conformisme imposées par le marché, par l’industrie culturelle ou par la recherche de subventions publiques (des contraintes qui sont de plus en plus familières au monde de la recherche également).

Jamais je n’ai ressenti aussi fortement l’injonction critique de *nicht mit-machen*, de ne pas faire comme les autres au sens de Theodor W. Adorno²⁸. On pourrait parler de ce fait aussi bien d’une dictature du présentiel en période de pandémie. Et puis, finalement, subitement, ce qui devait se passer s’est passé. Toutes les universités doivent fermer. Et nous en arrivons à la phase de second confinement, dans laquelle nous nous trouvons actuellement, avec le retour de l’enseignement à distance, sauf exception. Nous ne savons pas quand les universités ouvriront à nouveau.

Conclusion

Pour conclure, je voudrais revenir sur l’article que nous avons rédigé avec Silvio pendant la phase de déconfinement, nous nous sommes intéressés à la question de la micropolitique en relisant Gilles Deleuze et Félix Guattari : « Une analyse macropolitique ne permet pas de comprendre l’émergence du fascisme, par exemple, les rapports entre les individus et les personnes qui ont rendu possible le fascisme, « les foyers moléculaires qui pullulent » avant de résonner dans l’Etat totalitaire. Or, il faut comprendre les micro-formations pour comprendre le phénomène macropolitique du fascisme, le fascisme d’État. » C’est là que

²⁸ <https://rizomas.net/arquivos/Adorno-Educacao-apos-Auschwitz.pdf>

peuvent résider les différences qui changent la vie. La voie de l'émancipation consisterait moins à faire la révolution qu'à entreprendre « de nouvelles expérimentations politiques et de vie, pour sortir de nos micro-fascismes. L'émancipation serait la sortie d'une condition, sans arriver nécessairement à une autre condition pour autant ». *Nos* micro-fascismes ce sont aussi les fascismes que *nous* produisons, en faisant comme les autres, en n'offrant pas de résistance, en pensant qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il n'y a pas de liberté, qu'il n'y a pas de plaisir, pas de joie ni de bonheur. L'école et l'université pourraient bien être de tels lieux de micro-fascisme, des lieux d'obéissance, participant de la dictature générale ou la préparant, ce dont il s'agirait de prendre conscience. Pourtant, ce sont encore les lieux de la liberté pédagogique, de la critique et de l'émancipation intellectuelle, des lieux qui nous donnent, malgré tout, l'audace et le courage de penser par nous-mêmes et de nous opposer à l'ordre existant. Et ce n'est pas l'usage des technologies numériques qui nous en empêche. J'espère en tous les cas que cela ne fut pas le cas au cours de cette séance de visio-conférence.